

17 février

Feuilleton de pétitions n° 14

CHAMBRE DES REPRÉSENTANS.

Commission des Pétitions.

FEUILLETON N° 14.

Vendredi 17 février 1832, la commission des pétitions fera son rapport sur les pétitions suivantes :

M. POSCHET, 1^{er} rapporteur.

N° 391. Par pétition en date du 31 janvier 1832,

Le sieur Égide Verbist, médecin à Gheel, demande que la disposition de la loi qui assimile les chevaux et voitures de médecins aux chevaux et voitures de luxe, soit rapportée. — *Conclus.* — Dépôt au bureau des renseignemens.

N° 394. Par pétition en date du 3 février 1832,

Le sieur A. Alleman, à Diest, ex-lieutenant-adjudant au 2^e bataillon de tirailleurs francs, demande en indemnité de la perte de son grade, un emploi civil pour subvenir à la subsistance d'une nombreuse famille. — *Conclus.* — Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.

N° 395. Par pétition en date du 5 février 1832,

Le sieur Destaville, à Liège, demande la promulgation d'une loi qui ait pour objet de déclarer que toute

démission ou révocation de fonctions publiques , soit honorifiques ou rétribuées , sera motivée et une expédition entière de la décision sera notifiée à l'éliminé , etc. — *Conclus.* — Dépôt au bureau des renseignements.

N° 396. Par pétition en date du 28 janvier 1832,

Les sieurs Lowitte et Knapen , à Horpmael (Hasselt), demandent la révocation du bourgmestre de leur commune et de son secrétaire , qui résident tous deux à plus d'une lieue de la commune. — *Conclus.* — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

N° 397. Par pétition en date du 5 février 1832,

Le sieur H.-J. Oakes , baronnet anglais , résidant à Tournay et habitant temporairement la Belgique , demande que sa qualité d'étranger l'exempte de contribuer au paiement des emprunts. — *Conclus.* — Ordre du jour.

N° 398. Par deux pétitions en date des 2 et 14 janvier 1832,

Plusieurs propriétaires des communes de Lomprez et de Neuschâteau demandent l'achèvement de la route de Falmignoul à Beauraing par Lomprez. — *Conclus.* — Dépôt au bureau des renseignements , et renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

N° 399. Par pétition en date du 4 février 1832,

Huit entrepreneurs de roulage et voituriers de Bruxelles et de Liège prient la Chambre d'adopter le projet de loi relatif aux barrières et ponts à bascule , présenté par M. Incolle. — *Conclus.* — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur , et dépôt au bureau des renseignements.

N° 400. Par pétition en date du 6 février 1832 ,

Le sieur d'Henry , avocat à Furnes , demande la promulgation d'une loi d'après laquelle le Roi puisse conférer les ordres militaires , conformément à l'art. 76 de la Constitution. — *Conclus.* — Dépôt au bureau des renseignemens.

N° 401. Par pétition en date du 3 février 1832 ,

Le sieur P.-J. Waxweiler , à Bastogne , ex-principal du collège de St.-Hubert , demande une pension ou une indemnité. — *Conclus.* — Dépôt au bureau des renseignemens et renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

N° 402. Par trois pétitions en date des 6 et 7 février 1832 ,

Quatre habitans de Renaix réclament contre des décisions du conseil cantonal , relatives au service du 1^{er} ban de la garde civique , et demandent l'interprétation de la législation sur cette matière. — *Conclus.* — Ordre du jour.

N° 405. Par pétition en date du 2 février 1832 ,

Le comité des houillères des environs de Charleroi adresse des observations tendant au maintien de la loi du 21 avril 1810 sur les mines. — *Conclus.* — Renvoi à la commission des mines.

N° 406. Par pétition non datée ,

L'administration communale de Morcalmé adresse des observations relatives au projet de loi sur les mines. — *Conclus.* — Renvoi à la commission des mines.

M. TH. OLISLAGERS , 2^{me} rapporteur.

N° 392. Par pétition en date du 21 janvier 1832 ,

Les administrations communales , le juge-de-paix et

les habitans notables de Nassogne, demandent, lors de la nouvelle organisation judiciaire, la conservation de la justice-de-paix du canton de Nassogne. — *Conclus.* — Renvoi à M. le Ministre de la Justice et dépôt au bureau des renseignemens.

N° 393. Par pétitions non datées,

Un grand nombre d'habitans des communes de Roux, Lodelinsart et Châtelineau (Hainaut), propriétaires de terres renfermant de la houille, demandent que la loi du 21 avril 1810, sur les mines, soit rapportée, et que l'ancienne législation qui permettait au propriétaire du sol d'exploiter le fond, soit remise en vigueur. — *Conclus.* — Renvoi à la commission des mines.

N° 403. Par deux pétitions en date du 8 février 1831.

Le sieur F. Daubreby, maçon, à Bruxelles, réclame : 1° le paiement du reste de l'indemnité qui lui a été allouée du chef de pertes et ravages essuyés dans les journées de septembre 1830, et 2° à être rémunéré jusqu'à concurrence de la somme de 1000 florins, pour salaires de 5 mois de travaux comme membre de la commission chargée de visiter les lieux dévastés, et estimer les dommages faits aux personnes et aux propriétés, dans les journées de septembre 1830. — *Conclus.* — Dépôt au bureau des renseignemens et renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

N° 404. Par pétitions non datées,

Les régences et un grand nombre d'habitans notables des communes de Beveren, Zwyndrecht, Verrebroek, Tamise, Stekene, Kemseke, Cruybecke, St-Gilles, Dacknam et Belcele (district de St-Nicolas), demandent.

lors de la nouvelle circonscription judiciaire, un tribunal civil à St-Nicolas. — *Conclus.* — Dépôt au bureau des renseignemens et renvoi à M. le Ministre de la Justice.

N° 407. Par pétition en date du 5 février 1832,

Le sieur Moutier expose les démarches qu'il a dû faire pour rentrer dans une créance de fl. 324-50 cents à charge du sieur Debelle et sa mère, et demande l'intervention de la Chambre pour lui faire obtenir justice. — *Conclus.* — Ordre du jour.

N° 408. Par pétition en date du 2 février 1832,

La régence de la ville de St-Nicolas demande pour le district de ce nom le rétablissement du tribunal de 1^{re} instance qui y était lors de l'organisation judiciaire sous le Gouvernement français. — *Conclus.* — Dépôt au bureau des renseignemens et renvoi à M. le Ministre de la Justice.

N° 409. Par pétition en date du 8 février 1832,

La régence de la commune de Leugnies s'adresse à la Chambre, au nom d'une veuve de la commune, qui a épuisé toutes les voies légales pour obtenir l'exemption du service pour son fils unique, qui pourvoit à sa subsistance. — *Conclus.* — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

410. Par pétition en date du 8 février 1832,

Le sieur F. Nollet, à Ath, demande la suppression d'une des trois universités du Royaume qui serait remplacée par une école centrale d'industrie, et fournit pour renseignemens un projet à l'appui. — *Conclus.* — Dépôt au bureau des renseignemens.

N° 411. Par pétition en date du 8 février 1832 ,

Le même sieur Nollet propose à la Chambre d'adopter, lors de la discussion du projet de loi sur les distilleries, un nouvel instrument connu sous le nom d'*alcoomètre centésimal*. — *Conclus.* — Renvoi à la commission d'industrie et à M. le Ministre des Finances.

N° 412. Par pétition en date du 1^{er} février 1832 ,

La régence de la commune de Fraire-Fairoul (Namur), adresse des observations relatives au projet de loi en discussion sur les mines. — *Conclus.* — Renvoi à la commission des mines.

N° 413. Par pétition non datée ,

Le Sieur Cellier Blumenthal, à Bruxelles, demande le rapport immédiat de la loi de 1822 sur les distilleries, et soumet de nouvelles observations sur cette branche. — *Conclus.* — Dépôt au bureau des renseignements.

N° 414. Par pétition datée du 31 janvier 1832 ,

Le sieur Van Hal, négociant à Turnhout, réclame contre l'établissement de la nouvelle ligne de douanes, qui comprend dans ses limites un établissement de blanchisserie de fils et toiles qui alimente un grand nombre de familles. — *Conclus.* — Renvoi à M. le Ministre des Finances.

415. Par pétition en date du 2 février 1832 ,

Quatre habitants de la commune de Tarcienne (Philippeville) réclament contre la proposition de MM. de Robaulx et Seron, relative à l'instruction. — *Conclus.* — Ordre du jour.
